





Informations de base	
<b>2006/0240(CNS)</b>  CNS - Procédure de consultation Décision	Procédure terminée
Politique commune de la pêche (PCP): conseils consultatifs régionaux, aide financière de la Communauté  Modification Décision 1999/311/EC <a href="#">1998/0246(CNS)</a>  <b>Subject</b>  3.15.07 Contrôle et réglementation des pêches, des bateaux, des zones de pêche	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Date de nomination
	<div>PECH</div> Pêche		ATTWOOLL Elspeth (ALDE) 09/01/2007
	Commission pour avis		Date de nomination
	<div>BUDG</div> Budgets		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Agriculture et pêche	2806	2007-06-11
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire
	Affaires maritimes et pêche		BORG Joe

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
27/11/2006	Publication de la proposition législative	COM(2006)0732 	Résumé
01/02/2007	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
22/03/2007	Vote en commission		Résumé
27/03/2007	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A6-0078/2007</a>	

26/04/2007	Décision du Parlement	<a href="#">T6-0159/2007</a>	Résumé
26/04/2007	Résultat du vote au parlement		
11/06/2007	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
11/06/2007	Fin de la procédure au Parlement		
15/06/2007	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2006/0240(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Décision
Modifications et abrogations	Modification Décision 1999/311/EC <a href="#">1998/0246(CNS)</a>
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 037
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	PECH/6/43583

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE384.344</a>	29/01/2007	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE386.326</a>	05/03/2007	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A6-0078/2007</a>	27/03/2007	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T6-0159/2007</a>	26/04/2007	<a href="#">Résumé</a>
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	<a href="#">COM(2006)0732</a> 	27/11/2006	<a href="#">Résumé</a>	
Document de suivi	<a href="#">COM(2008)0364</a> 	17/06/2008	<a href="#">Résumé</a>	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Parlements nationaux	IPEX	
Commission européenne	EUR-Lex	

## Acte final

Décision 2007/0409  
JO L 155 15.06.2007, p. 0068

Résumé

# Politique commune de la pêche (PCP): conseils consultatifs régionaux, aide financière de la Communauté

2006/0240(CNS) - 11/06/2007 - Acte final

OBJECTIF : modifier la décision 2004/585/CE instituant des conseils consultatifs régionaux (CCR) dans le cadre de la politique commune de la pêche en définissant les CCR comme des organismes poursuivant un but d'intérêt général européen.

ACTE LÉGISLATIF : Décision 2007/409/CE du Conseil modifiant la décision 2004/585/CE instituant des conseils consultatifs régionaux dans le cadre de la politique commune de la pêche.

CONTENU : les conseils consultatifs régionaux donnent des conseils sur la politique commune de la pêche à la Commission et aux États membres et assurent une participation effective des parties concernées, ce qui est l'un des piliers essentiels de la politique commune de la pêche réformée et une condition préalable pour une bonne gouvernance.

En conséquence, le Conseil a modifié la décision 2004/585/CE comme suit :

- les conseils consultatifs régionaux ayant acquis la personnalité juridique peuvent demander à bénéficier d'une aide financière de la Communauté en tant qu'organismes poursuivant un but d'intérêt général européen au sens du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés euro ;

- la Commission signe un accord de subvention avec chaque conseil consultatif régional pour couvrir ses coûts de fonctionnement, y compris les coûts de traduction et d'interprétation ;

- compte tenu de l'aide financière communautaire allouée aux conseils consultatifs régionaux, la Commission, outre des contrôles d'audit, pourra vérifier à tout moment que le fonctionnement des conseils consultatifs régionaux est conforme aux tâches qui leur ont été assignées.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 22/06/2007.

# Politique commune de la pêche (PCP): conseils consultatifs régionaux, aide financière de la Communauté

2006/0240(CNS) - 17/06/2008

Veuillez voir [2003/0238\(CNS\)](#)

# Politique commune de la pêche (PCP): conseils consultatifs régionaux, aide financière de la Communauté

2006/0240(CNS) - 27/11/2006 - Document de base législatif

OBJECTIF : modifier la décision 2004/585/CE instituant des conseils consultatifs régionaux (CCR) dans le cadre de la politique commune de la pêche en définissant les CCR comme des organismes poursuivant un but d'intérêt général européen.

ACTE PROPOSÉ : Décision du Conseil.

CONTENU : les conseils consultatifs régionaux (CCR) ont été mis en place à la suite de la réforme de la politique commune de la pêche (PCP) adoptée en 2002. La décision 2004/585/CE du Conseil définit un cadre général pour le fonctionnement des conseils consultatifs régionaux afin de garantir une approche cohérente et équilibrée entre eux. La possibilité d'accorder une aide financière de la Communauté aux CCR est l'un des aspects figurant dans cette décision.

Étant donné que les CCR ont été créés par le règlement 2371/2002 du Conseil et que l'expérience des CCR démontre que ces nouveaux organismes contribuent positivement au développement de la PCP (depuis leur mise en place, la Commission a reçu plus de quarante recommandations des CCR), il est proposé qu'ils soient considérés comme des organismes poursuivant un but d'intérêt général européen au sens de l'article 162, point b), du règlement (CE, Euratom) n° 2342/2002 de la Commission établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes.

L'expérience a montré que les conseils consultatifs régionaux existants éprouvent des difficultés avec le cadre financier dégressif actuel qui entravera sérieusement leur capacité à atteindre leurs objectifs dans un proche avenir. Le fait de définir les CCR comme des organismes poursuivant un but d'intérêt général européen leur fournirait un cadre financier stable améliorant leur capacité à fonctionner efficacement. Les nouvelles modalités financières simplifieront également la gestion des subventions en fusionnant les deux subventions actuelles en une subvention unique pour chaque conseil consultatif régional.

**Pour connaître les implications financières de la présente proposition, se reporter à la Fiche financière.**

## **Politique commune de la pêche (PCP): conseils consultatifs régionaux, aide financière de la Communauté**

2006/0240(CNS) - 26/04/2007 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté le rapport d'Elsbeth **ATTWOOLL** (ALDE, UK) approuvant sans modification, dans le cadre de la procédure de consultation, la proposition de décision modifiant la décision 2004/585/CE instituant des conseils consultatifs régionaux dans le cadre de la politique commune de la pêche.